

## **SYNDICALISME DANS L'ACTION, DEUXIÈME ÉTAPE:**

J'ai été particulièrement heureux de lire les observations de Joe Lanen relativement à mon article publié par *Le Monde Libertaire* de février dernier.

Certes, si mes conceptions sur la Révolution sociale, à laquelle nous aspirons pour libérer l'homme des chaînes qui le lient dans la production à un capitalisme sans vergogne, s'arrêtaient à ce simple exposé, je ne me sentirais pas digne de me dire syndicaliste et de m'adresser à ce journal pour exposer des idées qui trouveraient plutôt leur place dans *L'Aurore* ou tutti quanti!

Un simple oubli a pu prêter à confusion: c'est celui d'avoir omis d'inscrire comme sous-titre à mon exposé: *Première étape*.

J'espère que la suite donnera satisfaction à mon camarade Lanen.

Bien sûr, la véritable Révolution reste pour nous tous la possession intégrale des moyens de production et de distribution par le prolétariat, c'est-à-dire, par l'ensemble des travailleurs, qu'ils soient en «cote ou en faux-col».

Mais faut-il encore savoir comment y parvenir tout en restant les deux pieds sur la terre!

Pour moi, je ne vois que deux méthodes: La Révolution dans l'ordre, ou celle dans le sang.

J'ai choisi la première, d'abord parce que j'ai horreur des luttes sanglantes fratricides, ensuite parce que j'estime que nous avons tout pour aboutir... mais que nous ne savons pas nous en servir, ou plutôt que la veulerie et la bêtise de l'homme, qui se trouve satisfait de sa portion congrue, en sont la cause.

Et c'est si vrai qu'employé comme une machine jusqu'à ce qu'il en crève, saoulé de promesses et remonté de temps à autre par un coup de manivelle se traduisant par la concession d'une obole s'ajoutant à son salaire, il n'hésite pas, si elle ne lui suffit pas, par détruire sous forme d'heures supplémentaires qu'il demande lui-même à accomplir, toute l'action syndicale que nous avons menée depuis plus de QUARANTE-CINQ ANS, mes camarades et moi, pour lui faire obtenir la journée de HUIT HEURES, pour son bien-être et celui de sa famille!

NON, je ne suis pas pour la co-gestion des entreprises.

NON, nous n'avons pas, nous qui n'y avons ni intérêt, ni considération, à participer, à aider et à développer la richesse de ceux qui nous exploitent.

Qu'ils soient amenés par une première action syndicale à lâcher du lest et à abandonner par une participation contrôlée des bénéfices la moitié de ceux-ci à leurs salariés, il n'en reste pas moins qu'en conservant pour eux et pour leur seul profit l'autre moitié, ils continuent à augmenter d'une manière arbitraire des industries qui prétendent-ils leur appartiennent, mais qu'ils ont édifiées par le vol sur l'effort fourni par leurs salariés, à qui il ne reste rien que de crever dans la misère! Ce n'est pas cela que nous voulons, c'est une première étape vers l'avenir, et c'est un premier moyen que je devais indiquer.

En préconisant, dès maintenant, non pas la co-gestion, mais bien le CONTROLE OUVRIER DANS LA PRODUCTION par sa maîtrise, ses techniciens et ses cadres, c'est l'éducation même de la classe ouvrière, pour son émancipation, quant à la direction et aux résultats de la production dans les entreprises que j'envisage.

C'est la découverte par elle dans celles-ci et sur le lieu de son travail, des abus, des escroqueries, des sales combines, et des bénéfices camouflés et souvent crapuleux qui s'y passent, et qui, je l'espère, lui ouvrant les yeux, feront du prolétaire un révolté et l'amèneront à y mettre un terme par un coup de balai magistral!

On sait qu'ayant moi-même appliqué cette méthode, j'ai obtenu quelques beaux résultats.

Aussi, si en 1936 le monde du travail groupé dans ses syndicats avait mieux compris la valeur de la cohésion, de l'union et de la collaboration nécessaires entre travailleurs manuels et intellectuels, entre ouvriers et techniciens, entre salariés «en cottes et en faux-cols».

Si les cadres s'étaient dit, comme me le disait Pierre Lefauchaux, alors à la Société des Fours, au cours d'une commission interministérielle en 1936, que ce sont les cadres et techniciens avec les ouvriers qui constituent en fait par le travail commun le moteur économique d'un pays et en font ou non la richesse; et que la grande erreur des ouvriers est de ne pas comprendre l'importance d'une telle union; comme celle des cadres, dont l'esprit étroit et présomptueux est de ne pas se rendre compte qu'isolés dans les entreprises ils sont incapables d'aucune action revendicative sans l'appui des masses ouvrières.

Si le monde du travail, dis-je, avait compris tout cela en 1936, il se serait aperçu qu'il était à deux doigts de la Révolution sociale et de ses aspirations!

Malheureusement, son manque de solidarité, son peu de maturité organique, les divisions entre politiciens «de gauche» s'incrutant dans les syndicats pour «piquer» des adeptes à leurs différentes doctrines, mirent fin à un mouvement qui dès son origine s'avérait nettement révolutionnaire!

Aujourd'hui, j'ai dans l'idée qu'il suffirait d'une étincelle syndicale (la confiance dans les guignols de la politique étant exclue) pour rallier les masses de toutes catégories au syndicalisme révolutionnaire pour, comme en 1936... et réussir!

Pourquoi et comment ?

Pourquoi ? Parce qu'en fait, les masses laborieuses ne sont plongées dans la léthargie que parce que dégoûtées des divisions syndicales engendrées par des doctrines philosophiques peut-être valables ailleurs, mais qui n'ont rien à voir dans leur esprit avec le bifteck et le mieux-être immédiat qu'elles réclament.

Parce que pour elles, la C.G.C. n'est qu'un clan de super-as ou se croyant tel, qui n'a que dédain pour le travailleur manuel écarté de cette organisation.

Parce que la C.F.T.C. n'est qu'une organisation syndicalo-chrétienne liée au M.R.P., c'est-à-dire chrétienne et politique, où le musulman, l'israélite, et d'autres hors l'Eglise n'ont rien à voir.

Parce que la C.G.T.-F.O., qui se déclare pourtant libre de toute emprise politique lui semble néanmoins être une émanation de socialistes et de francs-maçons, (ce qui reste contestable).

Parce que la C.G.T., n'envisageant que le triomphe d'une politique prolétarienne ne contestant pas son attachement au Parti communiste et à un Etat plus sectaire par ses principes que le patronat, ne convient pas à son tempérament à la fois individualiste et libertaire.

Enfin, parce qu'en dehors de syndicats autonomes «vaseux» et sans force d'action; la C.N.T. est, pour le profane qui ne voit l'anarchie qu'avec des bombes dans les mains, l'organisation non seulement qui lui fait peur, mais encore celle dont les réalisations restent à l'état de visions.

Et tout cela, qu'on le veuille ou non, crève les yeux!

Alors, comment aboutir?

En faisant d'abord des hommes politiques qui se prétendent d'action sociale, des serviteurs du mouvement syndical subissant son jugement et son contrôle, et non plus des directeurs de conscience ministrables appelés à devenir les défenseurs d'un Etat-patron aussi répugnant que les autres dont ils deviendront les prisonniers bénévoles et les agents d'exécution autoritaires!

En choisissant une centrale syndicale paraissant la plus indépendante possible et dont les militants ont donné les preuves de leur action passée, quitte à lui influer un sang nouveau.

C'est ce que j'ai fait avec de vieux camarades militants en restant à notre C.G. T. revendicative des HUIT heures de 1910, à une époque où nous allions sortir des boîtes en grève, à coup de pied au cul, des « jaunes », que pourraient bien devenir aujourd'hui ceux qui la critiquent depuis qu'elle a pris le nom de C.G.T.-F.O.!

En mettant un terme au dénigrement maladif d'hommes qui n'ont que grossièretés à la bouche envers nos militants, mais qui sont incapables d'apporter des solutions aux problèmes qui se posent en ce moment!

En soutenant par l'action le mouvement coopératif, lui aussi à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire dans la production et la distribution; lui aussi contre l'emploi de l'homme comme d'une machine humaine, mais où des réformes restent à apporter pour l'amortissement de parts sociales qui devraient devenir impersonnelles.

Et enfin:

En amenant par la persuasion, ou par certains moyens que je n'ai pas à étaler ici, les entreprises à transformer leurs firmes en sociétés à participations ouvrières et en coopératives, par l'amortissement de leurs capitaux à longue échéance au profit de leur personnel souscrivant pour cela des parts destinées à rester à la collectivité.

Ou bien, devant leur incompréhension de l'émancipation croissante des masses ouvrières, les syndicats, présentant leurs cahiers de revendications inviteront les travailleurs non pas à se mettre en grève, mais à freiner d'abord la production pour amener la ruine des récalcitrants; et en cas de fermeture ou de lock-out des entreprises, décréteront alors la grève générale aussi bien pour les firmes privées que pour les administrations et tous les services publics, jusqu'au jour où la grève ayant assez duré, les syndicats donneront l'ordre aux grévistes occupant les lieux depuis le début, de s'emparer de la production et de la remettre en marche avec ses banques et ses administrations!

Ce jour-là, on s'apercevra que la classe ouvrière avec ses techniciens et ses cadres n'a pas besoin de patronat! Les Coopératives l'ont déjà prouvé!

**Lucien HAUTEMULLE**